



PANORAMA DE L'ACTU

Union régionale des associations familiales Grand Est

31 décembre 2024

LA UNE Une année pour la jeunesse en 2025

[Info Jeunes Grand Est](#) propose au premier semestre 2025 un cycle de rencontres destiné aux professionnels de la jeunesse : "Les rendez-vous Pros #Jeunesse du Grand Est". Ces rencontres, sous la forme de webinaires, permettront de découvrir différents dispositifs et outils accessibles aux jeunes en région et mobilisables par les professionnels : [Les chiffres de la jeunesse en Grand Est](#), le 23 janvier 2025, de 10h à 11h ; [Vie étudiante, soutenir les initiatives collectives portées par les jeunes](#), le 25 février 2025, de 10h à 11h ; [Les outils et dispositifs pour lutter contre les violences numériques](#), le 25 mars 2025, de 10h à 11h ; [Parentalité : des ressources pour un bon usage du numérique](#), le 29 avril 2025, de 10h à 11h.

CRIJ Info Jeunes Grand Est, les coordonnées :

41 rue de Talleyrand - 51100 Reims ; tél 03 26 79 84 79 / contact@crij-grandest.fr

JEUNESSE

Les attentats terroristes de 2015, dix ans après

Les 7, 8 et 9 janvier 2015, la France était profondément marquée par une série d'attentats terroristes visant la rédaction de Charlie Hebdo, des policiers à Montrouge et un supermarché casher à Paris. Ces événements tragiques ont coûté la vie à 17 personnes, touchant en plein cœur la liberté d'expression, la laïcité et la tolérance. Pour commémorer les 10 ans de l'attentat, Charlie Hebdo a souhaité mobiliser des jeunes, pour que les commémorations puissent être un événement positif, autour de la liberté d'expression et de la laïcité. La Région Grand Est a proposé un programme éducatif original destiné aux lycéens. 200 élèves issus de 14 lycées du territoire ont conçu intégralement un numéro exceptionnel de Charlie Hebdo. Ce projet a associé les lycéens à l'ensemble du processus de création du journal, de la conférence de rédaction, au bouclage, jusqu'à l'édition chez un imprimeur du Grand Est. Pour la réalisation de ce journal, les lycéens ont également profité d'interventions de journalistes et de dessinateurs de presse au sein de leur établissement. Vous pourrez assister à la présentation du numéro spécial Charlie Hebdo des lycéens du Grand Est ainsi qu'au vernissage de l'exposition l'Humour de Charlie : [le 6 janvier 2015 à 14h à l'Hôtel de Ville de Nancy](#), [le même jour à la même heure à la Médiathèque de Reims](#), [le même jour mais à 17h au Club de la Presse à Strasbourg](#) (formulaire d'inscription en liens, pour le 2 janvier au plus tard). Le numéro sera diffusé le 7 janvier dans les lycées du Grand Est. Une version en ligne sera également disponible sur le site de la Région et de Charlie Hebdo.

"Laïcité et professionnel-les de la jeunesse : si on en parlait ?"

Plus de 400 personnes ont participé le 22 novembre dernier au premier webinaire organisé par le groupe de travail Laïcité du Réseau National des Centres de Ressources Politique de la Ville (CRPV) : présentation d'une enquête, menée entre 2015 et 2021 en Île-de-France, partage d'expériences autour de l'animation d'ateliers avec des jeunes, présentation d'un site ressources qui recense des outils pédagogiques sur la laïcité et le vivre-ensemble à destination des animateurs et animatrices jeunesse. Une synthèse des échanges sera prochainement disponible.

Le service civique, un fort atout pour les recruteurs

Le service civique représente un atout pour les recruteurs. Voilà ce que dévoile le [baromètre 2024 de l'Agence du Service Civique](#), en partenariat avec CSA et IPSOS, qui met en valeur les compétences acquises par les jeunes volontaires qui réalisent une mission de volontariat. Cette année, les chiffres sont en hausse : 27 % des DRH ont déjà fait le choix d'embaucher des jeunes ayant réalisé un service civique, dont 14 % à plusieurs reprises. D'ailleurs, parmi eux, plus de 9 sur 10 se disent satisfaits des anciens volontaires qu'ils ont pu recruter. Au-delà de sa dimension d'engagement citoyen, le dispositif serait donc une véritable passerelle vers le monde professionnel et un créateur de vocations, peut-on lire dans un [communiqué de presse](#) envoyé par l'Agence du Service Civique. Consulter le [Baromètre ASC 2024 : enquête IPSOS auprès des recruteurs](#) et le [Baromètre ASC 2024 : enquête CSA auprès des 16-25 ans](#).

Pour les lycéens, une pression scolaire toujours forte avec Parcoursup

La phase d'information de Parcoursup s'est ouverte le 18 décembre 2024, avec des nouveautés pour tenter de répondre aux angoisses. Mais la pression scolaire ressentie par les lycéens reste forte, notamment en terminale quand ils doivent formuler leurs choix sur la plateforme d'accès au supérieur. Selon un rapport de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) publié mi-novembre, les adolescents européens ressentent plus de pression scolaire. Près des deux tiers (63%) des filles de 15 ans et 43% chez les garçons ont déclaré ressentir de la pression en 2022. En France, cette pression s'est accentuée ces dernières années avec le double effet du contrôle continu et de Parcoursup. [Lire l'article](#).

Appel à projets "C'est mon patrimoine" !

"C'est mon patrimoine !" est le nom d'un [appel à projets](#) lancé par l'Etat qui vise à contribuer à l'émancipation des jeunes par les arts et la culture en mêlant rencontre avec les artistes et les œuvres, connaissance des arts et du patrimoine et pratique artistique. L'opération est destinée aux groupes d'enfants et de jeunes de 6 à 18 ans issus prioritairement des quartiers politique de la ville mais également des territoires ruraux, ainsi que des jeunes placés sous main de justice, aux personnes en situation de handicap, ainsi que réfugiés et migrants. Les projets doivent reposer sur la co-construction entre au moins deux partenaires : un acteur patrimonial et un partenaire éducatif ou social. Ils permettront de valoriser les traditions et savoir-faire d'un territoire par des activités extrascolaires ou périscolaires sur une durée d'au moins 7 jours. Les subventions de l'État ne peuvent couvrir plus de 80 % du budget prévisionnel du projet. Date limite de dépôt des [dossiers de candidature](#) : 3 mars 2025. Voir [le cahier des charges](#).

Contacts : DREETS : [Nicolas Bachet / tel](#) ; DRAC : Ardennes : [Frédérique Petit](#) ; Marne : [Elise Merigeau](#) ; Aube et Haute-Marne : [Pascale Valentin-Bemmerit](#) ; Meuse et Vosges : [Anaïs Guédon](#) ; Meurthe-et-Moselle et Moselle : [Emmanuelle Brandenburger](#) ; Bas-Rhin et Haut-Rhin - [Pierre Vogler](#)

Recherche de figurants et bénévoles

[Terra Mosella](#) est le nom d'un spectacle son et lumière signé Damien Fontaine. Il raconte de façon historique et romanesque toute l'aventure de la Moselle depuis l'avant-guerre de 1870 jusqu'à Robert Schuman. Il mobilise 75 acteurs sur scène, mais surtout 250 figurants et bénévoles. *Terra Mosella* est ainsi à la recherche de volontaires, tant pour la scène que pour la logistique et l'accueil. Le spectacle se déroulera à l'église Saint-Joseph de Montigny-Lès-Metz du 20 février au 23 mars 2025. Damien Fontaine avait déjà signé Terra Alsacia à Mulhouse. [Lire l'article](#).

Quelle place pour les enfants dans les espaces publics et la nature ?

Un [rapport du Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Âge](#) part du constat que les enfants sont devenus trop sédentaires, ce qui nuit à leur santé et restreint l'accès aux ressources éducatives et à la diversité des loisirs. Il souligne les inégalités d'accès et de la qualité du dehors et expose quelques pistes pour "offrir une véritable place aux enfants dans les espaces publics et la nature". Lire le [communiqué de presse du HCFEA](#).



PARENTALITE

Le dossier *La santé des enfants* du Vidal

Utilisé par plus de cinq millions de personnes tous les mois, [vidal.fr](http:// Vidal.fr) est la première source d'information sur les produits de santé en France. Pour tous, il propose une information santé adaptée, rédigée dans un langage clair. Focus sur le très riche [dossier sur la santé des enfants](#).

Les étapes du développement de l'enfant

Même si chaque enfant grandit et s'épanouit à son rythme, ils franchissent tous des étapes communes. ([le développement affectif et intellectuel](#) ; [favoriser l'éveil de son bébé](#) ; [quand parle-t-on de retard de langage ?](#) ; [les troubles de l'élocution chez l'enfant](#) ; [bégaiement et autres troubles du débit de la parole](#) ; [la dyslexie chez l'enfant](#) ; [retard de croissance chez l'enfant](#) ; [comment suit-on le poids des enfants ?](#))

Le suivi médical de l'enfant

Au cours du suivi médical des enfants, de nombreux examens permettent de s'assurer que leur développement psychomoteur est harmonieux et cohérent. ([le carnet de santé](#) ; [la Protection Maternelle et Infantile \(PMI\)](#) ; [le calendrier de vaccination](#) ; [les examens à chaque âge](#) ; [les examens obligatoires jusqu'à 16 ans](#) ; [surveiller le développement psychomoteur d'un enfant](#) ; [médecin généraliste ou pédiatre ?](#) ; [quel rôle pour la médecine scolaire ?](#))

Le sommeil de l'enfant

Au fur et à mesure que l'enfant grandit, il passe moins de temps à dormir, plus de temps à découvrir le monde, et se cale peu à peu sur le rythme des adultes. ([comment dorment les nourrissons ?](#) ; [comment dorment les enfants ?](#) ; [troubles du sommeil chez l'enfant](#))

L'enfant et sa sécurité ([ingestion d'objet](#) ; [inhalation d'un objet](#) ; [éviter les accidents domestiques](#) ; [sécuriser la cuisine](#) ; [sécuriser la salle de bains](#) ; [sécuriser la chambre d'un enfant](#) ; [sécuriser le jardin pour des enfants](#) ; [équiper sa voiture pour protéger ses enfants](#) ; [transporter son enfant sur un deux-roues](#) ; [protéger son enfant à vélo et en rollers](#) ; [enfants et animaux de compagnie](#) ; [protéger ses enfants à la montagne](#) ; [protéger ses enfants à la mer](#) ; [écrans : quelles règles de bon usage pour les enfants ?](#))

Les enfants et l'école

Le processus d'apprentissage est complexe, il dépend de multiples facteurs. Connaître les conditions qui facilitent ce processus permet aux parents de créer un environnement favorable aux apprentissages. ([comment un enfant apprend-il ?](#) ; [mon enfant a du mal à apprendre](#) ; [les rythmes scolaires sont-ils adaptés à l'enfant ?](#) ; [mon enfant est-il surdoué ?](#) ; [quelle scolarité pour un enfant malade ou handicapé ?](#) ; [le Projet d'Accueil Individualisé \(PAI\)](#))

La prévention santé chez l'enfant ([surveiller la vision des enfants](#) ; [surveiller l'audition des enfants](#) ; [protéger les dents des enfants](#) ; [mon enfant va chez le dentiste](#) ; [surveiller la colonne vertébrale des enfants](#) ; [enfants et compléments alimentaires](#))

Les pathologies chez l'enfant ([comment préparer la consultation d'un enfant ?](#) ; [pédopsychiatre et pédopsychologue](#) ; [bien utiliser les médicaments chez les enfants](#) ; [l'automédication chez les enfants](#) ; [que faire en cas de maladie contagieuse de votre enfant ?](#) ; [autisme et TED](#) ; [l'asthme des enfants au quotidien](#) ; [le diabète des enfants au quotidien](#) ; [les troubles orthopédiques chez l'enfant](#) ; [les problèmes de testicules et de prépuce](#) ; [épilepsie](#) ; [comment réagir face à la maladie chronique d'un enfant ?](#) ; [comment les enfants réagissent-ils face à la maladie chronique ?](#) ; [comment sont remboursés les soins en cas de maladie chronique d'un enfant ?](#) ; [quels congés pour s'occuper d'un enfant malade ou handicapé ?](#) ; [quelles aides pour un enfant malade ou handicapé ?](#) ; [la gestion des problèmes de santé en centres de loisirs](#))

L'enfant à l'hôpital ([comment préparer l'hospitalisation d'un enfant ?](#) ; [comment se passe l'hospitalisation en pédiatrie ?](#) ; [comment fonctionne un service hospitalier de pédiatrie ?](#) ; [comment se passe le retour à la maison après l'hospitalisation d'un enfant ?](#))

Un grand ministère social avec les Familles

Le président de la République a nommé, le 13 décembre 2024, François Bayrou nouveau Premier ministre. La composition du gouvernement a été annoncée le 23 décembre 2024. Le [décret relatif à la composition du gouvernement](#) a été publié au *Journal officiel* du 24 décembre. Catherine Vautrin récupère un grand ministère social dans le gouvernement Bayrou, élargi dans son titre même puisqu'elle a gagné les Familles. Aurore Bergé, quant à elle, est ministre déléguée auprès du Premier Ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

Une association pour des cérémonies d'intégration républicaine

Le [Club-ECEF](#), association créée en 2016, se présente volontiers comme un "think and do tank" (en français dans le texte, on dirait un laboratoire d'idées et d'actions) dont l'objectif est de promouvoir les principes fondamentaux de la République en prônant l'instauration de rites d'intégration notamment destinés aux enfants et aux jeunes. L'association propose l'organisation d'une cérémonie collective "de création de la famille parentale" avec remise d'un second livret de famille. Une telle cérémonie pourrait être l'occasion de transmettre solennellement aux deux parents les messages sur les devoirs de parentalité et le respect des droits de l'enfant, comme cela se fait pour les couples qui se marient. Elle permettrait aussi aux mairies de faire connaître leur politique au bénéfice de la petite enfance et de la jeune parentalité. Dans le même ordre d'idée, le Club-ECEF défend également le principe du parrainage civil (ou républicain).et l'instauration de cérémonies spécifiques de naturalisation pour les mineurs nés en France de parents étrangers ayant acquis la nationalité française par déclaration anticipée. Ces cérémonies pourraient avoir lieu en Préfecture ou en mairie, en présence des mineurs et de leurs parents, et permettraient, selon le Club-ECEF, de communiquer des messages spécifiques sur la citoyenneté française et les devoirs et attendus en matière de parentalité (notamment sur la coéducation) pour les parents qui restent étrangers.

Artimômes

Le mouvement d'éducation populaire Les Francas donne l'opportunité aux enfants dans ses accueils de loisirs de devenir créateurs d'art (musique, danse, poterie, céramique...) en étant accompagnés par des artistes locaux. L'association se donne pour 2025 un grand défi : donner à la création artistique des enfants et des jeunes une place dans la programmation culturelle d'une grande salle régionale, l'Autre Canal à Nancy. C'est le projet *Artimômes* prévu le 14 juin 2025. Les différents groupes d'enfants pourront présenter leur chanson, exposer les créations manuelles devant près de 1300 personnes dans des conditions de sérieux et de rigueur similaires à ce qu'elles seraient pour des artistes professionnels adultes.



EDUCATION

Elisabeth Borne prend les commandes de l'Education nationale

Et de 5 pour l'Education nationale ! C'est désormais au tour d'Elisabeth Borne de devenir ministre de l'Education nationale. Après Gabriel Attal, Amélie Oudéa-Castera, Nicole Belloubet et Anne Genetet, les enseignants vont donc finir l'année avec une nouvelle patronne, en la personne de l'ancienne Première ministre. Un record sur une année civile. Jamais cela n'était arrivé sous la Ve République. [Ce qu'elle défend pour l'école : lire l'article.](#)

Alors qu'une note de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance portant sur les effectifs d'élèves et d'enseignants dans les établissements du second degré en 2023 souligne une stabilité du nombre d'élèves par enseignant, Elisabeth Borne avait, dans ses déclarations antérieures, souhaité revoir la méthode de fermeture des classes : "anticiper, partager en transparence avec les élus et avoir une approche sur plusieurs années".

Etudiants

Philippe Baptiste est le ministre délégué auprès d'Elisabeth Borne, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ingénieur civil des Mines de Nancy, il occupait depuis 2021 les fonctions de Président du Centre national d'études spatiales (CNES). Son prédécesseur Patrick Hetzel avait, avant son départ, annoncé plusieurs mesures en faveur des étudiants, notamment lors de sa visite dans un restaurant Crous de Metz. À partir de février 2025, une carte prépayée sera mise à disposition des étudiants éloignés des services du Crous (à plus de 20 minutes à pieds ou en transports en commun des lieux de restauration), pour favoriser l'accès à une alimentation abordable. La carte pourra être utilisée dans les commerces d'alimentation. L'aide mensuelle ira de 20 euros, pour les non-boursiers, à 40 euros, pour les boursiers, en métropole, un montant jugé "indécent" par plusieurs syndicats étudiants. Le coût total de cette mesure est estimé à 38 millions d'euros pour l'année 2025.

Actuellement, [les Crous proposent environ 900 points de restauration, répartis dans 186 villes](#). Pendant l'année universitaire 2023-2024, 43 millions de repas ont été servis. Malgré cela, environ 100.000 étudiants sont dans des "zones blanches", éloignés des restaurants universitaires ou des structures partenaires qui proposent des offres de restauration économiques. [Lire l'article](#).



PROTECTION SOCIALE

Droits sociaux : accès et effectivité

Les droits sociaux sont indispensables pour mener une vie digne et autonome. Ils incluent l'accès à des éléments essentiels tels que des moyens convenables d'existence, l'alimentation, la santé, l'éducation, le logement, la culture, la protection sociale ou encore les droits du travail. Pourtant, l'affirmation de l'existence de ces droits sociaux ne suffit pas. C'est leur application qu'il faut assurer, c'est-à-dire leur effectivité. Un [Avis du CESE](#) alerte sur la nécessité de comprendre et réduire les raisons qui conduisent au non-recours et plus largement il préconise que la mise en place de politiques publiques s'accompagne en amont d'une prise en compte de la globalité des situations. Le groupe Familles du CESE a adopté cette résolution.

Pour une politique de cohésion décentralisée et de proximité

Le 27 juin 2023, les dirigeants européens ont adopté un programme stratégique pour 2024-2029, visant à renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale au sein de l'Union européenne. Cette politique ambitionne de réduire les disparités entre les régions et promouvoir une convergence vers le haut. Le CESE et les CESER de France défendent fermement le maintien d'une politique de cohésion décentralisée et participative, en soulignant le rôle clé des Régions dans la gestion des fonds. Ils insistent sur la proximité avec les citoyens, le soutien aux programmes transfrontaliers. Le CESER Grand Est est particulièrement actif pour plaider en ce sens. [Lire la motion](#) portant sur la politique de cohésion de l'Union européenne.

Le Maltraitomètre contre la maltraitance institutionnelle

ATD Quart Monde a publié un rapport qui révèle [les mécanismes de la maltraitance institutionnelle](#) et plaide pour une action commune en faveur des personnes en situation de pauvreté. L'association a développé un outil de repérage des situations : [le Maltraitomètre](#).

Sentiment de discrimination

Le sentiment de discrimination persiste à la deuxième génération chez les descendants d'immigrés non-européens, selon un "Eclairage" de l'INSEE paru dans l'édition 2024 de "France Portrait social". 29 % d'entre eux estiment qu'on ne les "voit pas comme des Français". 19 % d'entre eux rapportent des traitements discriminatoires à l'école. Ce renvoi plus fréquent à leurs origines contribuerait à expliquer pourquoi leur vécu discriminatoire est plus fort. [En savoir plus](#).



SANTE

Un ministre chasse l'autre

Le député de l'Isère (Les Républicains) Yannick Neuder, 55 ans, cardiologue de profession, a été nommé ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins. Il est placé auprès de Catherine Vautrin (voir page 4). Yannick Neuder devient le septième ministre de la santé du second quinquennat d'Emmanuel Macron. Il était en première ligne des débats budgétaires, en tant que rapporteur du projet de loi de financement de la Sécurité sociale). Il a, en tant que député, porté plusieurs propositions de loi, dont une récemment sur la formation des étudiants en médecine. Sa nomination intervient au moment où entrent en vigueur les nouveaux tarifs de consultation chez les médecins libéraux – 30 euros, chez les généralistes, depuis le 22 décembre 2024. Ses futurs chantiers qui ne pourront attendre : le projet de loi "infirmières-infirmiers" pour la profession paramédicale, la "grande cause" consacrée à la santé mentale en 2025, le dispositif Hippocrate pour que les internes de médecine, volontaires, exercent quelque temps dans les déserts médicaux, la réforme envisagée de l'Aide médicale d'Etat...

Où en est la qualité des soins en France en 2024 ?

La Haute Autorité de santé publie, sur le service [Qualiscope](#), les résultats des indicateurs de qualité et de sécurité des soins recueillis en 2024. Vous y trouverez également les résultats de certification de tous les établissements de santé en France et plus particulièrement de près de 70% des établissements de santé évalués dans le cadre de la démarche et du référentiel en vigueur depuis 2021. La HAS s'inscrit ainsi dans une démarche d'amélioration continue de la qualité, de l'efficacité et de l'efficience du système de santé. [Retrouvez le dossier de presse](#).

Facteurs humains en santé

La réduction des événements indésirables graves associés aux soins ne relève pas uniquement des compétences techniques des soignants. Elle est fortement liée aux facteurs organisationnels et humains. La Haute Autorité de santé (HAS) et l'association [Facteurs humains en santé](#) (FHS) viennent de signer une convention de partenariat. La HAS et FHS souhaitent ainsi renforcer en profondeur la culture de sécurité au-delà des simples exigences de conformité pour la qualité et la sécurité des patients et le bien-être des équipes médicales. [Lire l'article](#).

Dépenses de santé : des soins moins nombreux mais plus coûteux

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) vient de publier "[Les dépenses de santé en 2023](#)". Ce panorama présente les comptes de la santé, dont l'ensemble des dépenses de santé sont quantifiées à l'échelle nationale. La DREES en analyse les résultats en 2023 et les replace dans une perspective internationale. Les comptes révèlent que les soins en France ont été moins nombreux mais plus coûteux. [Lire l'article](#).

Santé, qui paie l'addition ?

Plus de 180 personnes ont participé le 27 novembre 2024, à la journée nationale inter-associative organisée par l'Unaf, France Assos Santé et la FNATH. Cette rencontre, intitulée "Santé, qui paie l'addition ? Entre hausse des dépenses publiques et restes à charge, comment éviter le naufrage de la solidarité ?" a été riche en interventions et en échanges. [Lire l'article](#).

Vaccins et politique vaccinale : quelle situation en France ?

Les nouveaux vaccins contre le Covid ont fait l'objet de débats et de réticences au sein de la population. En France, des maladies disparues réapparaissent en raison d'une moindre protection vaccinale de la population. [Vie-Publique revient sur les évolutions de la politique vaccinale](#) en France et sur l'attitude des Français face à la vaccination. Les autorités de santé recherchent une adhésion volontaire de la population à la vaccination.

Ethique du numérique en santé

Organisée au Centre de Congrès Robert Schuman de Metz, la journée régionale "Ethique du numérique en santé" a réuni le 5 décembre 2024 plus de 70 participants, en ligne et en présentiel. Parmi eux : des représentants d'usagers, des professionnels de santé et des représentants de la Délégation ministérielle au Numérique en Santé (DNS). La fin d'après-midi a été l'occasion pour Christelle Ratignier-Carbonneil, Directrice Générale de l'ARS Grand Est, de signer aux côtés des CHU de Strasbourg, Nancy et de Reims et de France Assos Santé Grand Est, représentée par son vice-président Daniel Fontaine, une charte d'engagement officialisant la mise en place de guichets territoriaux dédiés à l'intelligence artificielle en santé. [Lire l'article](#).

Addictologie

[AD2S \(Accès aux Droits Santé Solidarité\)](#) organisait le 10 décembre 2024 à l'Université de Reims Champagne-Ardenne, avec le soutien de l'association régionale [Grand Est Addictions](#), une journée de rencontres professionnelles autour des addictions. Au programme, le spectacle "[La Drogue \(oui\), \(mais\) à quel prix ?](#)", par [Michel Machin](#), clown conférencier, les interventions du Dr Salima Belahcene, médecin addictologue, chef du service d'addictologie de l'hôpital de Troyes et Juliette Gariot, psychologue – psychothérapeute, les interventions de l'EPSM Marne et de l'Association Addiction France, ainsi que la présentation des structures en addictologie". A l'issue de cette rencontre régionale, les organisateurs espèrent développer leurs actions dans l'ex Champagne-Ardenne et en particulier la Marne.

Discriminations et santé

L'Observatoire régional de l'intégration et de la ville (ORIV Grand Est) et Migrations Santé Alsace organisent le 30 janvier 2025 à l'Espace Egalité à Strasbourg une journée d'étude sur les discriminations en santé. Comment agir face à une discrimination ? Quelles mesures prendre lorsque notre réalité professionnelle entre en conflit avec nos valeurs ? Comment favoriser l'action collective ? [Programme](#). [Je m'inscris](#)

Appel à témoignages : discriminations dans les parcours de soins

Le Défenseur des droits lance un appel à témoignages sur les discriminations dans les parcours de soins, ouvert jusqu'au 6 janvier 2025. Cette initiative vise à recueillir des retours d'expérience de patients ayant rencontré des discriminations, que ce soit dans l'accès aux soins ou au cours de leur parcours médical. [En savoir plus](#).

HANDICAP

La ministre maintenue

Charlotte Parmentier-Lecocq (Horizons), ministre déléguée chargée de l'autonomie et du handicap dans le gouvernement Barnier, conserve son poste dans le gouvernement Bayrou. Avant cela, cette députée du Nord, élue en 2017 puis réélue en 2022 et 2024, avait présidé la commission des affaires sociales de l'Assemblée (2023-2024).

Maisons départementales des personnes handicapées

La loi du 11 février 2005 a fixé des objectifs ambitieux aux MDPH en matière d'accueil et d'information des usagers, d'évaluation de leurs besoins et d'ouverture de droits. Dans la perspective des vingt ans des MDPH, l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) a souhaité évaluer la manière dont elles traitent les demandes qui leur sont adressées. Le [rapport](#) (plus [annexes](#)) invite les décideurs à se pencher sur une transformation plus poussée du modèle des MDPH, pour mieux répondre aux attentes des usagers.

Les autres rapports récents de l'Igas

[Prévenir et maîtriser les risques liés à la présence de pesticides](#) et de leurs métabolites dans l'eau destinée à la consommation humaine ; [Les enjeux sociaux du changement climatique](#) : un éclairage international pour une feuille de route nationale ; Mission d'expertise portant sur l'association ouvrière des [Compagnons du devoir et du Tour de France](#).



CONSOMMATION

Eco-score

C'est à la veille du *Black Friday*, symbole de la surconsommation, que Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche (maintenue depuis au sein du gouvernement Bayrou) a lancé la dernière étape de validation d'un Eco-score environnemental pour les textiles. Ce dernier prévoit un affichage à points pour aider le consommateur à choisir des vêtements plus vertueux. [Lire l'article](#).



DEVELOPPEMENT DURABLE

CESER : la modification du SRADDET

La loi Climat et résilience du 22 août 2021 a introduit des obligations de planification pour la sobriété foncière dans les documents d'urbanisme, qui nécessitent une modification des Schémas Régionaux d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). Le CESER Grand Est vient de publier [un Avis](#) et engage un travail de fond avec comme priorité la réponse au défi de concilier sobriété foncière et attractivité des territoires ruraux, pour une nouvelle contribution, prévue en mars 2025. [Lire l'article](#).

Biodiversité : 5 choses à retenir du rapport Nexus de l'IPBES

C'est un rapport phare pour la biodiversité mais aussi le climat et les autres défis écologiques. 165 experts internationaux de l'IPBES (Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques) ont travaillé pendant 3 ans sur une évaluation de la production scientifique mettant en évidence l'interconnexion des 5 crises mondiales (biodiversité, eau, alimentation, santé et changement climatique) et la nécessité de prendre en compte ce "nexus" dans l'évaluation des politiques mises en place. [Quelles sont les principales choses à retenir ?](#)



POLITIQUE DE LA VILLE

Les ministres

L'ancienne avocate d'affaires, diplômée de l'ENA, issue du Parti socialiste, Juliette Méadel, devient ministre déléguée chargée de la Ville où elle arrive avec "un impérieux besoin d'agir" (pour reprendre le titre de son essai paru en 2021). Valérie Létard a été, quant à elle, reconduite comme ministre du Logement dans le gouvernement Bayrou, après avoir convaincu la grande majorité des acteurs du secteur en trois mois. Les bailleurs sociaux se réjouissent également de l'entrée au gouvernement du directeur de la Caisse des dépôts Eric Lombard : "La nomination d'Eric Lombard, qui connaît très bien le logement social, au ministère de l'Economie doit marquer un changement de cap en matière de politique du logement", affirme Emmanuelle Cosse, présidente de l'USH, dans un communiqué.

Politique de la ville en Grand Est

La nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville est entrée en vigueur il y a un an déjà, le 1^{er} janvier 2024. La région Grand-Est compte 123 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) soit 418 585 habitants (7,5% de la population régionale). [La cartographie, c'est ici](#). [L'actualité de la politique de la ville, c'est ici](#).

EN BREF.... MAIS IMPORTANT

✓ Pour les citoyens des quartiers populaires, la démocratie peut-elle encore passer par le bulletin de vote ? Webinaire le 14 janvier 2025, de 12h à 13h30. [Programme.Je m'inscris.](#)

✓ Une bande dessinée participative avec des habitants-es de l'Elsau à Strasbourg. C'est un projet porté par l'association lu² pour accompagner le renouvellement urbain. [En savoir plus.](#)

✓ 30 % des Français ont froid dans leur logement. C'est le constat dressé par le Médiateur national de l'énergie dans son "[baromètre énergie-info 2024](#)" et c'est un vrai sujet de préoccupation ! [Lire l'article.](#)

✓ Un [décret](#) et un [arrêté](#) relatifs aux conditions d'éligibilité et barèmes de MaPrimeRénov' sont parus le 5 décembre 2024, au lendemain de leur signature in extremis par le gouvernement, depuis démissionnaire. Dans cette flopée de textes réglementaires parus avant la chute du gouvernement, un autre [arrêté](#) concerne l'Eco-prêt à taux zéro (Eco-PTZ) qui permet, lorsqu'il est couplé avec le dispositif MaPrimeRénov', de financer le reste à charge des travaux de rénovation énergétique. [Lire l'article.](#)

✓ Le déploiement massif des compteurs électriques communicants Linky représente un succès logistique et technique ; la Cour des comptes en souligne les bénéfices en termes d'efficacité, du distributeur au consommateur ou de gestion du réseau d'électricité, mais pointe un bilan commercial décevant. Lire les [observations définitives](#) de la Cour et [l'article](#).

*

✓ Philippe Tabarot, sénateur des Alpes-Maritimes, prend en charge la responsabilité des Transports dans le gouvernement Bayrou. Sa nomination fait grincer des dents des experts du climat et des représentants syndicaux, qui rappellent certaines de ses positions, allant selon eux à l'encontre de la transition écologique d'une part et du droit de grève d'autre part.

✓ Françoise Gatel garde le portefeuille de la ruralité dans le gouvernement Bayrou. Elle présidait auparavant la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

✓ Véronique Louwagie est ministre déléguée chargée du commerce, de l'artisanat, des PME, de l'économie sociale et solidaire. Spécialiste des questions financières chez Les Républicains, elle est fermement opposée aux hausses d'impôts et défend une diminution des dépenses publiques.

✓ Marie Barsacq, jusque là directrice exécutive du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques (Cojop) de Paris 2024, sera la troisième titulaire du portefeuille des sports depuis 2022. Ministre à part entière, elle couvrira à la fois le sport, la jeunesse et la vie associative.

*

✓ Le GISTI, groupe d'information et de soutien des immigrés, se lance dans la création d'une [web TV](#) afin d'apporter une information audiovisuelle spécialisée de qualité sur l'immigration, les droits des étrangers et les libertés publiques. Toute l'actualité Intégration, lutte contre les discriminations, repérée par le réseau RECI, [c'est ici](#).

✓ Le ministère de la Justice note une forte [baisse des divorces](#) sur la période 2005-2021. Il estime à 106 200 le nombre total des divorces en 2021, soit une baisse de 32% en 15 ans. Voir aussi : [Les couples dans la statistique publique](#), par l'Unaf.

✓ La [loi organique du 13 décembre 2024](#) vise à pérenniser le mode actuel de financement de l'audiovisuel public par une fraction du produit de la TVA, après le 31 décembre 2024.

✓ [De la laïcité de séparation à la laïcité de coopération](#) : un dossier *Vie publique*, avec Philippe Portier, Directeur d'études à l'École pratique des hautes études (EPHE). Toute l'actualité Laïcité, repérée par l'ORIV, [c'est ici](#).

✓ Retraites : Les inégalités de durée de retraite persistent malgré les réformes. [Lire l'article.](#)

✓ L'Insee a publié des [statistiques sur la mobilité des travailleurs](#) dans la région Grand Est. En moyenne, la distance parcourue est 2,5 fois plus longue pour les frontaliers par rapport aux autres salariés. La voiture demeure le mode de déplacement privilégié.

✓ Lire également :

La [note de conjoncture de la DREETS Grand Est](#) (décembre 2024) ;

L'étude [L'industrie dans le Grand Est de 2012 à 2022](#).

L'Unaf, les Udaf et Uraf vous adressent leurs meilleurs vœux pour 2025